

**BUREAU METROPOLITAIN DU
LUNDI 19 DÉCEMBRE 2022**

**NOMBRE D'ELUS
METROPOLITAINS
EN EXERCICE : 16**

QUORUM : 9

PRESENTS	REPRESENTES	ABSENTS
13	0	3

OBJET DE LA DECISION

N° 22/698

**AVENANT N° 3 A LA
CONVENTION D'OCCUPATION
TEMPORAIRE CONSTITUTIVE
DE DROITS REELS
CONSENTIE A LA SASU "LA
MEDUSE" - ZA DE
PORQUEROLLES -
AUTORISATION DE
SIGNATURE**

Le Bureau Métropolitain de la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE régulièrement convoqué, a été assemblé sous la présidence de Monsieur Hubert FALCO.

PRESENTS :

M. Jean-Louis MASSON, M. Thierry ALBERTINI, M. Robert BENEVENTI, M. Gilles VINCENT, M. Jean-Sébastien VIALATTE, M. Hubert FALCO, M. Hervé STASSINOS, M. Francis ROUX, M. Arnaud LATIL, M. Jean-Pierre COLIN, M. Jean-Pierre GIRAN, M. Christian SIMON, Mme Geneviève LEVY.

ABSENTS :

M. Ange MUSSO, M. Robert CAVANNA, Mme Nathalie BICAIS.

DÉCISION MÉTROPOLITAINE

N° 22/698

BUREAU DU 19 DÉCEMBRE 2022

**O B J E T : AVENANT N° 3 A LA CONVENTION D'OCCUPATION
TEMPORAIRE CONSTITUTIVE DE DROITS REELS
CONSENTIE A LA SASU "LA MEDUSE" - ZA DE
PORQUEROLLES - AUTORISATION DE SIGNATURE**

LE BUREAU MÉTROPOLITAIN,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques (CGPPP),

VU le décret n°2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU la délibération n°21/12/406 du 16 décembre 2021 portant délégations au Président et au Bureau,

VU la convention d'occupation temporaire constitutive de droits réels délivrée à Madame Edith FONTE en date du 10 décembre 2007, portant sur les lots 31 et 34 de la Zone d'Activités de Porquerolles par le Département, Autorité Portuaire de l'Epoque, prenant effet le 1^{er} janvier 2008 pour une durée de 50 ans afin d'y exercer l'activité de location de vélos et les avenants n° 1 en date du 25 juillet 2014 et n° 2 en date du 12 août 2014,

VU le transfert de propriété par le Syndicat Mixte Ports Toulon Provence au profit de la Métropole Toulon Provence Méditerranée enregistré au Service de la Publicité Foncière et de l'Enregistrement de Toulon en date du 03 février 2020,

VU la déclaration préalable de travaux obtenue pour la réhabilitation de la Zone d'Activités de Porquerolles en date du 04 août 2020, /

VU la demande de Mme FONTE, en date du 14 octobre 2022, de se constituer en société sous la forme de la Société par Actions Simplifiée Unipersonnelle (SASU) « La Méduse »,

VU l'avis favorable de la Commission Mobilités du 10 novembre 2022,

CONSIDERANT qu'en date du 10 décembre 2007, le Conseil Général du Var, alors Autorité Portuaire, a consenti à Madame Edith FONTE, une Autorisation d'Occupation Temporaire (AOT) constitutive de droits réels, moyennant un investissement de 144 178,51 € HT, portant sur les lots 31 et 34 de la Zone d'Activités de Porquerolles, prenant effet le 1^{er} janvier 2008, pour une durée de 50 ans, afin d'y exercer l'activité de location de vélos,

CONSIDERANT qu'en date du 25 juillet 2014, l'avenant n°1 a été signé en vue de modifier la convention permettant de prendre en considération notamment la référence cadastrale issue du document d'arpentage établi par le Géomètre Expert, les nouvelles références de lots devenus lots 201 (ex lot n° 31) et 204 (ex lot n° 34), les superficies et tantièmes généraux déterminés dans les tableaux de répartition des tantièmes de copropriété dressés par ledit Géomètre Expert, les nouvelles dates et nouveaux délais concernant la réalisation des travaux ainsi que la dénomination de la nouvelle Autorité Portuaire concédante, à savoir le Syndicat Mixte Ports Toulon Provence,

CONSIDERANT qu'en date du 12 août 2014, l'avenant n°2 a été signé afin d'acter le transfert du lot N°204 (ex lot 34) au profit de la S.A.R.L Coopérative de Porquerolles et que cela a eu pour conséquence de modifier le montant des investissements prévus à 98 548,48 € HT pour le lot 201,

CONSIDERANT que par arrêté préfectoral du 19 décembre 2016, le Syndicat Mixte Ports Toulon Provence a été dissous en date du 31 décembre 2016 et l'ensemble de ses biens, droits et obligations ont été transférés à la Communauté d'Agglomération Toulon Provence Méditerranée qui s'est vue transformée, par décret n° 2017-1758 du 26 décembre 2017, en Métropole Toulon Provence Méditerranée,

CONSIDERANT qu'en date du 14 octobre 2022, Mme FONTE a sollicité l'accord de la Métropole pour se constituer en société dénommée SASU « La Méduse », dont elle sera la Présidente,

CONSIDERANT que la Zone d'Activités de Porquerolles est concernée par de nombreux dispositifs permettant la protection du site, dont notamment : site patrimonial remarquable, Opération Grand Site, Natura 2000, aire d'adhésion du Parc National de Port-Cros, périmètre Monuments Historiques, et que cela a complexifié l'obtention de la déclaration préalable de travaux qui a été délivré le 04 août 2020,

CONSIDERANT la hausse importante du budget, relative à la rénovation de la Zone d'Activités de Porquerolles, entre 2008, date de démarrage des conventions et 2022, qui est financée par les bénéficiaires des AOT constitutives de droits réels,

CONSIDERANT les délais qui se sont écoulés entre le démarrage de la convention, à savoir le 1^{er} janvier 2008 et le commencement des travaux prévus à compter du mois d'octobre 2023,

CONSIDERANT la demande des représentants de la Zone d'Activités de Porquerolles de voir leur titre d'occupation prolongé,

CONSIDERANT que le retard constaté dans la réalisation des travaux n'est pas imputable aux occupants qui ont dû adapter leur projet aux contraintes du site jusqu'à l'obtention de l'autorisation du 04 août 2020,

CONSIDERANT que dans les circonstances de l'espèce, il serait inéquitable de demander aux occupants la réalisation immédiate des travaux sans que la durée restant à courir de leur convention ne leur permette de les amortir,

CONSIDERANT qu'en tenant compte du fait que les occupants ont exploité leur bien depuis 15 ans, une prolongation de la durée des contrats pour une durée égale à la moitié de cette période apparaît fondée,

CONSIDERANT qu'il sera rappelé en outre que l'article L 2122-1-2 du CGPPP autorise la prolongation des titres d'occupation du domaine public qui n'excède pas la durée nécessaire au dénouement, dans des conditions acceptables, notamment d'un point de vue économique, des relations entre l'occupant et l'autorité compétente,

CONSIDERANT dès lors qu'il convient de prolonger la convention d'autorisation d'occupation constitutive de droits réels d'une durée de sept (7) ans et d'acter la constitution en société par action simplifiée unipersonnelle « La Méduse » dont la Présidente sera Mme Edith FONTE,

Et après en avoir délibéré,

DECIDE

ARTICLE 1

D'ADOPTER l'exposé qui précède.

ARTICLE 2

D'AUTORISER Monsieur le Président à signer l'avenant n° 3 à la convention d'autorisation d'occupation constitutive de droits réels sur le lot n° 201 consentie à la SASU « La Méduse », représentée par Mme Edith FONTE, Présidente, sur la Zone d'Activités de Porquerolles et de prolonger cette dernière pour une durée de sept ans soit jusqu'au 31 décembre 2064, ainsi que tous les actes qui en découlent.

ARTICLE 3

DE DIRE que cette décision ne vient pas modifier les incidences financières précédentes.

Ainsi fait et délibéré les jours, ou mois et ans que dessus.
Pour extrait certifié conforme au registre.

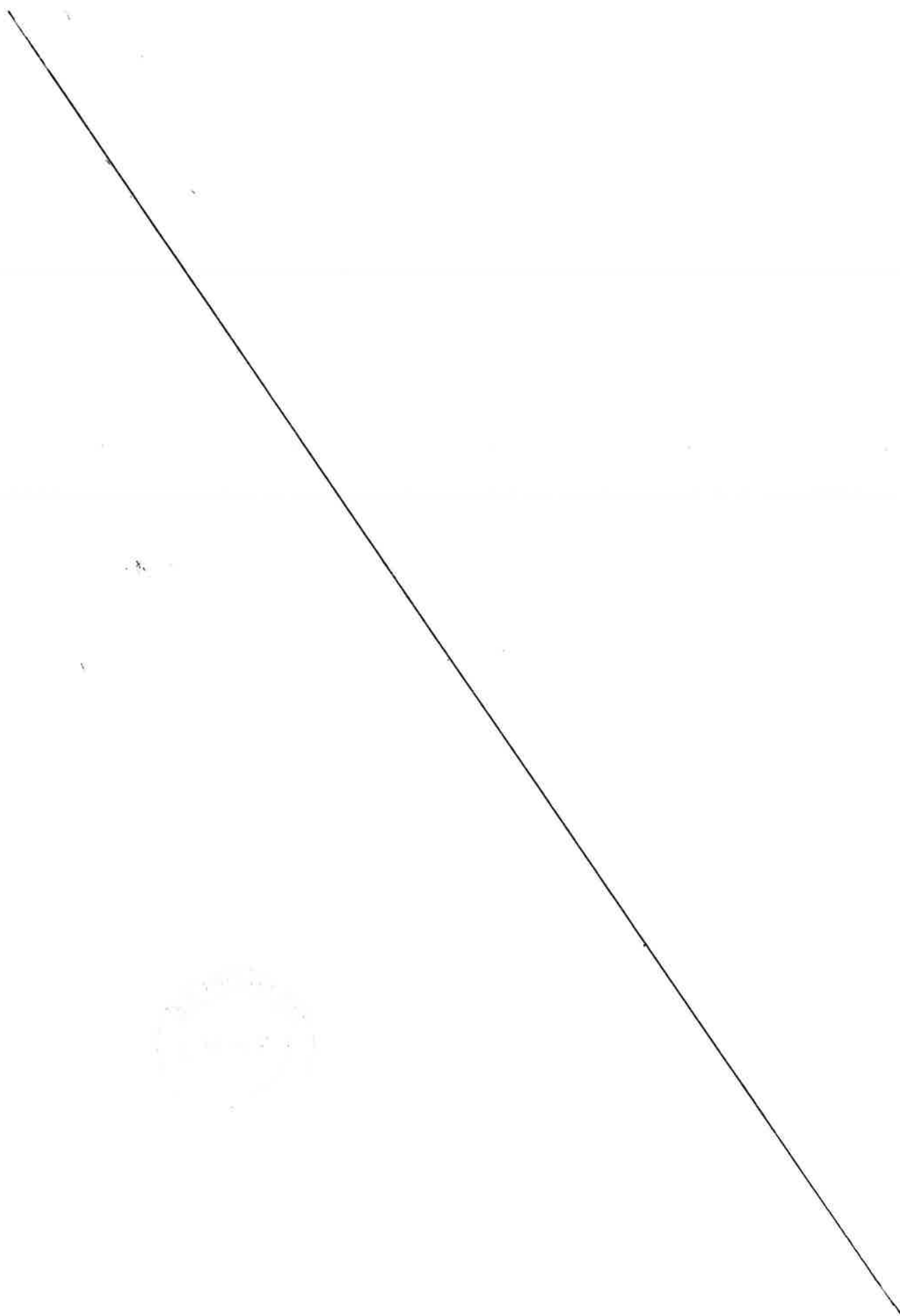
Fait à Toulon, le 19 décembre 2022

Hubert FALCO

Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée
Ancien Ministre

POUR 13
CONTRE 0
ABSTENTION 0





ZONE D'ACTIVITE PORTUAIRE DE PORQUEROLLES

**Avenant n° 3 à la Convention d'occupation temporaire
du domaine public
portuaire constitutive de droits réels
passé entre :**

**METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE
Hôtel de la Métropole
107, boulevard Henri Fabre
CS 30536
83041 TOULON Cedex 9**

Et

**SASU LA MEDUSE
Zone d'Activités Portuaires
Ile de Porquerolles
83400 HYERES**

LOT N°201 (Ex N°31)

ENTRE LES SOUSSIGNES :

La Métropole Toulon Provence Méditerranée, Autorité Portuaire du port de Porquerolles, ci-après dénommée « l'autorité concédante » représentée par son Président dûment habilité par la décision du Bureau Métropolitain n°

d'une part,

La SASU « La Méduse » dont le siège est à HYERES (83400), Zone d'activités portuaires, Ile de Porquerolles, société en cours de constitution, représentée par Madame Edith FONTE, Présidente, ayant tous pouvoirs à l'effet des présentes, ci-après dénommée « le bénéficiaire » ou « l'occupant »

d'autre part,

Il est préalablement exposé ce qui suit :

Par convention signée le 10 décembre 2007, le Département du Var a consenti à Madame Edith FONTE, commerçante, sise Zone d'Activités Portuaires, Ile de Porquerolles, 83400 HYERES, une Autorisation d'Occupation Temporaire du domaine public portuaire constitutive de droits réels.

Cette autorisation d'occupation d'une durée de 50 ans concerne le lot **N°31** qui comprend une parcelle ou un plancher à bâtir d'une contenance de **77 m²** et une terrasse d'une superficie de **51 m²**,

et le lot **N°34** qui comprend une parcelle ou un plancher à bâtir d'une contenance de **40 m²**, et une terrasse d'une superficie de **21 m²**.

La destination des lieux mis à disposition est « location de vélos ».

L'occupant a été autorisé à réaliser des travaux dont le montant a été évalué à 144 178,51 € HT.

Conformément à la délibération G16S de la commission permanente du Conseil Général du 02/07/2007, la redevance s'élevait à 13,16 euros/an /m² révisable suivant l'évolution de l'indice BT01.

Un avenant n°1 a été signé entre les parties en date du 25 juillet 2014 en vue de modifier la convention permettant de prendre en considération notamment la référence cadastrale issue du document d'arpentage établi par le Géomètre Expert, les nouvelles références de lots, superficies et tantièmes généraux déterminés dans les tableaux de répartition des tantièmes de copropriété dressés par ledit Géomètre Expert, les nouvelles dates et nouveaux délais concernant la réalisation des travaux ainsi que la dénomination de la nouvelle Autorité Portuaire concédante, à savoir le Syndicat Mixte Ports Toulon Provence.

Par avenant n° 2 en date du 12 août 2014, il a été décidé d'acter le transfert du **lot N°204** (ex lot 34) au profit de la S.A.R.L COOPERATIVE DE PORQUEROLLES (dont elle est l'associée majoritaire). Cela a eu pour conséquence de modifier le montant des investissements prévus à **98 548,48 € HT pour le lot 201.**

Par arrêté préfectoral du 19 décembre 2016, le Syndicat Mixte Ports Toulon Provence a été dissous en date du 31 décembre 2016 et l'ensemble de ses biens, droits et obligations ont été transférés à la Communauté d'Agglomération Toulon Provence Méditerranée qui s'est vue transformée, par décret n° 2017-1758 du 26 décembre 2017, en Métropole Toulon Provence Méditerranée.

En date du 14 octobre 2022, Mme FONTE a sollicité l'accord de la Métropole pour se constituer en société dénommée SASU « La Méduse », dont la Présidente est Mme Edith FONTE.

Compte tenu de la hausse importante du budget relatif à la rénovation de la boîte extérieure de la ZA, des délais qui se sont écoulés entre le démarrage des conventions et le commencement des travaux, le Bureau Métropolitain du 21 novembre 2022 a validé une décision permettant de prolonger la convention d'occupation temporaire constitutive de droits réels pour une durée de 7 ans.

Considérant qu'il convient de modifier la convention afin de prendre en considération le changement d'Autorité Portuaire, la constitution en société et la nouvelle durée d'occupation.

Il est convenu ce qui suit :

Article 1 :

Dans la convention d'autorisation d'occupation temporaire constitutive de droits réels signée le 10 décembre 2007, toutes les mentions « Conseil Général du Var » sont remplacées par la mention « Métropole Toulon Provence Méditerranée ». Les mentions « Mme Edith FONTE » sont remplacées par la SASU « La Méduse », représentée par sa Présidente Madame Edith FONTE.

Article 2 :

Dans la convention d'autorisation d'occupation temporaire constitutive de droits réels signée le 10 décembre 2007, l'article 7 « Durée » est remplacé par ce qui suit :

« La présente convention est conclue pour une durée maximum et non renouvelable de 57 ans.

La durée effective d'autorisation d'occupation temporaire avec constitution de droits réels est déterminée suivant le barème détaillé ci-après, avec un début de période à la date du 1^{er} janvier 2008.

I = 98 548,48 € HT

La durée d'autorisation temporaire avec constitution de droits réels est selon le barème :

I = Montant de l'investissement en euros

D = Durée de l'occupation en années

Nota : l'investissement minimum est de 10 000 euros

Si 10 000 euros < I ≤ 20 000 euros alors $D = 27 + [(I - 10\,000) / 1\,000]$

Si 20 000 euros < I ≤ 100 000 euros alors $D = 37 + [(I - 20\,000) / 4\,000]$

Si I > 100 000 euros alors D = 57

Règle de l'arrondi :

-Si la fraction de l'année est inférieure ou égale à 0,50, le résultat (D) est arrondi à l'année inférieure

-Si la fraction d'année est supérieure à 0,50, le résultat (D) est arrondi à l'année supérieure

La durée telle qu'elle résulte du calcul supra est de **57 ans, soit jusqu'au 31 décembre 2064.**

Les investissements d'un montant de **98 548,48 € HT** devront avoir été réalisés avant le dernier jour de la troisième année suivant la délivrance du permis de construire purgé de tout recours des tiers et de tout éventuel retrait. Un contrôle sera opéré à cette date.

Dans l'hypothèse où le montant de l'investissement prévu serait différent de l'investissement réel (constaté au dernier jour de la troisième année à compter de la délivrance du permis de construire purgé de tout recours des tiers et de tout éventuel retrait), la durée des droits réels accordés sera révisée en conséquence.

Les investissements, de quelque nature que ce soit, réalisés après le dernier jour de la troisième année ne donneront pas lieu à modification de la durée de la convention.

La convention prendra fin de plein droit sans reconduction à l'issue de la présente.

A l'expiration des présentes, quel qu'en soit le motif, le bénéficiaire devra évacuer les lieux occupés et remettre les lieux en état et à ses frais.

A défaut, la Métropole Toulon Provence Méditerranée utilisera toutes voies de droit pour faire procéder d'office à l'enlèvement des installations de l'occupant. »

Article 3 :

Toutes les autres dispositions de la convention demeurent inchangées.

Article 4 :

Le présent acte, dressé en quadruple original sera publié au Bureau des Hypothèques à la diligence et aux frais du bénéficiaire.

Il a été signé en quatre exemplaires.

A Toulon, le

Pour le bénéficiaire,
SASU La Méduse

Pour la Métropole
Toulon Provence Méditerranée

Edith FONTE

Hubert FALCO



SECOM

EXPERTISE COMPTABLE
& CONSEIL



Monsieur le Président de la Métropole
Hôtel de la Métropole
107 Boulevard Henri Fabre –
CS 30536
83041 TOULON Cedex 09

La Valette du Var, le 14 octobre 2022,

Objet : AOT ZA Port de Porquerolles

Monsieur le Président,

Dans le cadre de notre mission auprès de notre cliente Mme FONTE Edith, exploitante d'un fonds de commerce de location de vélos, La Méduse, sis ZA du Port de Porquerolles,

Nous envisageons d'apporter le fonds de commerce à une société par action simplifiée unipersonnelle (SASU).

Ainsi nous sollicitons votre agrément préalable en vue d'une éventuelle modification de l'AOT qui lie ma cliente avec la Métropole.

Dans l'attente de votre retour, nous vous prions d'agréer, Monsieur le Président, nos sentiments les meilleurs.

La Présidente
Nicole VOGT

PJ : Projet de contrat d'apport

Nicole VOGT
Expert-comptable

Les Espalluns III
Rue berthelot
83160 La Valette du var
Tel 04 94 14 45 40
Fax 04 94 14 45 49

L'Amphore
3 Rue courreau
83110 Sanary sur Mer

CONTRAT D'APPORT D'UN FONDS DE COMMERCE

ENTRE LES SOUSSIGNES

Madame Edith FONTE ,
née le 08/11/1944, à ALGER,
de nationalité française,
demeurant 48 Place Louis Coulomb, 83400 HYERES
Mariée avec Monsieur Jack FONTE, né le 08/07/1943, à ALGER,
de nationalité française,

Ci-après dénommée « L'apporteur »
d'une part,

ET

La Société LA MÉDUSE
Société par actions simplifiée au capital de 250 000 euros,
Siège social : ZA Port de Porquerolles 83400 PORQUEROLLES

Société en formation,
représentée par Madame Edith FONTE agissant en qualité de fondateur de ladite société.

Ci-après dénommée « La Société bénéficiaire »
d'autre part,

IL A ETE ARRETE ET CONVENU CE QUI SUIIT :

ARTICLE 1 - DECLARATION DE L'APPORTEUR

Edith FONTE déclare que le bien apporté est un bien commun lui appartenant avec son conjoint Monsieur Jack FONTE, lequel a été informé de l'apport et y donné son consentement conformément aux dispositions de l'article 1424 du Code civil.

ARTICLE 2 - DESIGNATION DU FONDS

Edith FONTE et Monsieur Jack FONTE, soussignés de première part, apportent par les présentes à la Société LA MÉDUSE, le fonds de commerce de location de vélos, sis ZA du Port 83400 PORQUEROLLES, leur appartenant et pour lequel ils sont immatriculés au Registre du commerce et des sociétés sous le numéro 345378285 RCS TOULON,

Ledit fonds comprenant :

a) Eléments incorporels :

- l'enseigne, le nom commercial, la clientèle, l'achalandage ;
- le droit au bail pour le temps restant à courir des locaux sis ZA du Port 83400 PORQUEROLLES où le fonds est exploité ;
- toutes études et tous documents commerciaux, techniques, administratifs ou financiers concernant directement ou indirectement l'exploitation du fonds apporté ;
- le bénéfice et la charge de tous traités, conventions et engagements qui auraient pu être conclus ou pris par l'apporteur susvisé en vue de lui permettre l'exploitation du fonds ci-dessus, sous réserve, le cas échéant, du respect des formalités rendant la transmission opposable au cocontractant.

L'ensemble des éléments incorporels ci-dessus évalués à la somme de deux-cent-vingt-mille euros
ci220 000 euros.

b) Eléments corporels :

Le matériel, l'outillage et le mobilier servant à son exploitation, décrits et estimés article par article dans un état ci-annexé à une valeur totale de trente-mille euros

ci30 000 euros.

Tel que ledit fonds se poursuit et comporte dans son état actuel avec ses aisances et dépendances, ses agencements, sans exception ni réserve, Madame Edith FONTE, déclarant le bien connaître pour avoir eu connaissance de la comptabilité, livres de caisse, factures et autres documents permettant d'en établir la valeur.

Valeur totale des éléments incorporels et corporels apportés deux-cent-cinquante-mille euros,
ci250 000 euros.

ARTICLE 3 - PROPRIETE JOUISSANCE

La Société bénéficiaire aura la propriété du fonds apporté à compter du 01/01/2023.

ARTICLE 4 - CHARGES ET CONDITIONS

L'apport ci-dessus stipulé, net de tout passif, est fait sous les charges et conditions suivantes :

- La Société bénéficiaire prendra les biens et droits apportés, dans l'état où ils se trouveront à la date de l'entrée en jouissance, sans pouvoir demander aucune indemnité pour quelque cause que ce soit et, notamment pour erreur de désignation ou de contenance, changement dans la composition des biens existants à ladite date.
- Elle reprendra tous les Contrats de travail attachés au fonds apporté, toutes les obligations y attachées, et n'exercera aucun recours contre l'apporteur, de quelque nature qu'il soit, sur le fondement de l'article L 1224-1 du Code du travail.
- Elle acquittera à compter du jour de l'entrée en jouissance toutes les contributions, impôts et taxes, primes et cotisations d'assurances, ainsi que toutes charges quelconques ordinaires ou extraordinaires grevant ou pouvant grever les biens apportés et celles qui sont ou seront inhérentes à l'exploitation du fonds apporté.
- Elle exécutera à compter du jour de l'entrée en jouissance toutes les clauses et conditions du bail apporté, notamment de payer les loyers à leurs échéances exacts de manière à ce que l'apporteur ne soit pas recherché à ce sujet.
- Elle exécutera à compter de la même date tous traités, marchés et conventions relatifs à l'exploitation du fonds apporté, tous engagements et conventions concernant le personnel, toutes assurances contre l'incendie, les accidents et autres risques et sera subrogée dans tous les droits et obligations en résultant, à ses risques et périls, sans recours contre l'apporteur.

- Elle supportera tous les frais, droits et honoraires afférents au présent apport, y compris ceux des actes et pièces appelés à en constater la réalisation définitive, ainsi que tous frais qui en seront la conséquence directe ou indirecte.

ARTICLE 5 - DECLARATIONS

L'apporteur, déclare :

- être de nationalité française et résider habituellement en France ;
- avoir la libre disposition en propriété du fonds de commerce dont s'agit, et de tous les éléments le composant, dont aucun n'est saisi ni susceptible de l'être ;
- qu'aucune des activités présentement exercées dans le fonds dont s'agit n'a été prêté ou loué à l'apporteur ;
- que toutes les installations dudit fonds sont en bon état de marche, notamment : distribution d'eau, de gaz, d'électricité, de chauffage et de téléphone, toutes régulièrement installées et répondant aux normes d'hygiène, de salubrité et de sécurité en vigueur ;
- qu'il n'existe aucune interdiction administrative, judiciaire ou autre à l'exploitation ou à l'apport de son fonds de commerce, et que celui-ci ne se trouve pas actuellement dans une zone superprotégée au sens des lois et règlements en vigueur, susceptibles de conduire à sa disparition ou à son indisponibilité ;
- ne pas être à ce jour l'objet de poursuites de quelque nature que ce soit concernant l'exploitation du fonds apporté et susceptibles d'entraver cette exploitation par la Société bénéficiaire et la jouissance paisible à laquelle elle peut prétendre ;
- qu'en résumé rien dans sa situation juridique ne s'oppose à la libre disposition du fonds apporté et à la jouissance paisible de ce dernier par la Société bénéficiaire ;
- ne pas être et n'avoir jamais été en état de redressement ou de liquidation judiciaires ou de cessation des paiements ;
- ne pas être actuellement et ne pas être susceptible d'être l'objet de poursuites pouvant entraîner la confiscation de ses biens ;
- qu'elle met les livres comptables à la disposition de la Société bénéficiaire pendant trois ans à dater de l'entrée en jouissance du fonds ;

L'apporteur déclare également :

- être à jour dans le paiement des loyers au propriétaire des locaux ;
- n'avoir reçu de la part de ce dernier aucun congé ou mise en demeure quelconque tendant à obtenir ou non la résiliation du bail.

De son côté, Madame Edith FONTE, déclare :

- que la Société bénéficiaire qu'elle représente est une Société française dont le siège social est en France ;
- que la Société bénéficiaire n'est pas et n'a jamais été en état de redressement ou de liquidation judiciaires ou de cessation des paiements.

ARTICLE 6 - INTERVENTION DU BAILLEUR

Aux présentes intervient TPM, propriétaire des locaux où le fonds apporté est exploité et qui déclare, après avoir pris connaissance de l'apport du droit au bail comme élément du fonds, l'avoir pour agréable et accepter la Société bénéficiaire en qualité de nouveau locataire.

ARTICLE 7 - REMUNERATION DE L'APPORT

En rémunération de l'apport ci-dessus désigné, évalué à 250 000 euros, il sera attribué à l'apporteur 2 500 parts sociales de 100 euros chacune, entièrement libérées numérotées de 1 à 2500 de la Société LA MÉDUSE.

ARTICLE 8 - REMISE DE TITRES

L'apporteur a remis à l'instant à Madame Edith FONTE, qui le reconnaît :

- un exemplaire de son titre de propriété ;
- un exemplaire original du bail des locaux.

ARTICLE 10 - DECLARATIONS FISCALES

10-1 - Déclarations relatives à l'enregistrement

Edith FONTE, apporteur susvisé, s'engage, conformément aux dispositions de l'article 810 III du Code général des impôts, à conserver pendant un délai de trois ans les titres reçus en rémunération de son apport.

Conformément aux dispositions de l'article 810 Bis du Code général des impôts, les apports réalisés lors de la constitution de la société sont enregistrés gratuitement.

10-2 - Affirmation de sincérité

Les soussignés affirment expressément, sous les peines édictées par l'article 1837 du Code général des impôts, que le présent acte exprime l'intégralité de la valeur du fonds apporté.

10-3 - Fiscalité des plus-values

Edith FONTE et Monsieur Jack FONTE, apporteurs, ainsi que la Société LA MÉDUSE, représentée par Madame Edith FONTE, déclarent conjointement opter pour le régime spécial des plus-values prévu par l'article 151 octies du Code général des impôts.

Les parties soussignées s'engagent à respecter les règles prévues à l'article 151 octies du Code général des impôts et notamment l'ensemble des obligations déclaratives prévues par ce texte.

10-4 - Déclarations de la Société LA MÉDUSE relatives à la cession ultérieure des biens mobiliers d'investissement compris dans le présent apport de fonds de commerce

Madame Edith FONTE, conformément aux dispositions des articles 257 bis et 261, 3-1 a du Code général des impôts, déclare que la Société LA MÉDUSE :

- s'engage à soumettre à la TVA les cessions ultérieures des biens mobiliers d'investissement qui lui sont apportés dans le cadre de la transmission de l'universalité du fonds de commerce ci-dessus visé ;
- s'engage également à procéder, le cas échéant, aux régularisations de TVA prévues à l'article 207, II et III au Code général des impôts qui auraient été exigibles si l'apporteur avait continué à utiliser les biens mobiliers d'investissement.

Une déclaration en double exemplaire rappelant le présent engagement sera déposée au service des impôts dont relève la Société.

ARTICLE 11 - ELECTION DE DOMICILE

Pour l'exécution des présentes, les parties font élection de domicile :

- l'apporteur : 48 Place Louis Coulomb 83400 HYERES ;
- la Société bénéficiaire en son siège social indiqué en tête des présentes.

ARTICLE 12 - ATTRIBUTION DE JURIDICTION

Pour le cas de contestations pouvant s'élever au sujet du présent apport, attribution de juridiction est faite aux tribunaux compétents du siège du fonds apporté.

Fait en 3 exemplaires.

A PORQUEROLLES.

Le 31/10/2022.

Mme Edith FONTE

M. Jack FONTE

SAS LA MÉDUSE

Mme Edith FONTE

Présidente

